

**AP n° 2025-MD-083-IC**

**ARRÊTE PRÉFECTORAL DE MISE EN DEMEURE  
concernant les installations situées  
ZI Les Essilards, Chemin du Moulin de Vrilly à Reims (51)  
exploitées par la société REMIVAL**

**Le Préfet de la Marne  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite**

**Vu** le Code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral n° 2004-APC-81-IC du 18 mai 2004 autorisant la société Remival à poursuivre l'exploitation de son unité d'incinération de déchets ménagers et assimilés sur le territoire de la commune de Reims ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°2012-APC-12-IC du 31 janvier 2012 ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2017-APC-109-IC du 20 octobre 2017 ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2018-APC-109-IC du 4 octobre 2018 ;  
**Vu** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-APC-208-IC du 7 novembre 2024 ;  
**Vu** le rapport de l'inspecteur des installations classées transmis à l'exploitant par courrier recommandé avec accusé de réception en date du 26 mars 2025, conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;  
**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 11 avril 2025;

**Considérant** l'article 7.10.3 de l'arrêté préfectoral n° 2004-APC-81-IC du 18 mai 2004 qui dispose que « *La défense contre l'incendie est assurée par : [...] une réserve d'eau de 100 m<sup>3</sup> équipée de raccord pompiers normalisés. [...] » ;*

**Considérant** qu'il est apparu, suite à la visite d'inspection du 25 février 2025 des installations exploitées par la société REMIVAL à Reims, que le volume de la réserve d'eau est de 79 m<sup>3</sup> ;

**Considérant** que dans l'annexe 10 de la mise à jour de l'étude de danger réalisée en février 2014 version 2 par l'exploitant, il est stipulé que « *la cuve de 100 m<sup>3</sup> est raccordée à un réseau « eau de ville » d'un débit de 15 m<sup>3</sup>/h » ;*

**Considérant** que dans la mise à jour de l'étude de danger réalisée en février 2014 version 2 par l'exploitant, il est stipulé que les deux canons à eau alimentés par la réserve d'eau ont un débit unitaire de 90 m<sup>3</sup>/h ;

**Considérant** que le volume de la réserve d'eau et la ré-alimentation de celle-ci sont inférieurs à 100 m<sup>3</sup> ;

**Considérant** que ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés dans la mesure où les non-conformités constatées peuvent engendrer un risque pour la sécurité des tiers et de l'environnement ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société REMIVAL de respecter les prescriptions de l'article 7.10.3 de l'arrêté préfectoral n° 2004-APC-81-IC du 18 mai 2004, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

**SUR** proposition de Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne.

## **ARRÊTE**

### **Article 1 - Objet de la mise en demeure**

La société REMIVAL, dont le siège social est situé ZI Les Essilards, Chemin du Moulin de Vrilly, REIMS (51100), exploitant une installation d'incinération de déchets ménagers et assimilés sur la commune de REIMS, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles suivants du présent arrêté.

### **Article 2 – Réserve d'eau incendie**

L'exploitant est mis en demeure de respecter, dans le délai de trois mois, les dispositions de l'article 7.10.3 de l'arrêté préfectoral n° 2004-APC-81-IC du 18 mai 2004, notamment en ce qui concerne le volume de 100 m<sup>3</sup> de la réserve incendie.

Le délai prescrit s'entend à compter de la notification du présent arrêté.

L'exploitant transmettra à M. le Préfet de la Marne (avec copie à l'inspection des installations classées : Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est - Unité Départementale de la Marne - [ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud51.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)), les justificatifs de mise en conformité.

### **Article 3 - Sanctions**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, des sanctions seront arrêtées, indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

### **Article 4 - Délais et voies de recours**

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25 Rue du Lycée, 51036 Châlons-en-Champagne Cedex, par le pétitionnaire ou l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ; soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

### **Article 5 - Droits des tiers**

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

## **Article 6 - Exécution et diffusion**

Monsieur le Secrétaire général de la préfecture de la Marne, Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) de la région Grand Est, chargé de l'Inspection des installations classées, Monsieur le Directeur départemental des territoires de la Marne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté. Une copie sera adressée pour information à la Délégation territoriale de la Marne de l'Agence Régionale de Santé (ARS), au Service départemental d'incendie et de secours de la Marne, à la Direction de l'Agence de l'eau Seine-Normandie, ainsi qu'à Monsieur le Maire de Reims qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, sous pli recommandé, à la Société REMIVAL siégeant ZI Les Essilards, Chemin du Moulin de Vrilly à Reims (51100).

Châlons-en-Champagne, le

**28 AVR. 2025**

**Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général,**

**Raymond YEDDOU**



